

Dusan Sidjanski

- La crise sans précédent de la zone euro a révélé l'existence d'une crise institutionnelle dans l'Union européenne. Pensez-vous que ces crises pourront être surmontées ?

Je suis de nature très optimiste. J'étais trop jeune pour avoir connu la crise de 1929, mais j'en ai vu les conséquences. Cette crise a secoué l'Europe très profondément, avec pour résultats les nazis, le fascisme, etc. Donc, il faut se méfier des crises de ce type car, selon moi, elles ne sont pas uniquement financières. Ce qui était désespérant à mes yeux cette fois, c'est le manque de solidarité qui a prévalu. Cette crise n'a pas seulement secoué les institutions, qu'elle a déformées, mais elle a également entamé le capital confiance, l'élan européen, la solidarité entre les Etats, entre les hommes. Elle a réveillé des instincts tout à fait détestables mais que l'on peut comprendre, c'est-à-dire des réactions contre, par exemple, l'Allemagne, contre Merkel...

- L'optimiste que vous êtes a le sentiment que la zone euro va pouvoir en sortir, que la monnaie unique a encore un avenir ?

J'ai le sentiment que nous allons nous en sortir parce que nous ne pouvons pas échouer. Pour les générations d'Européens à venir, pour nous-mêmes, ce serait vraiment une catastrophe si tel était le cas ! Je crois que nous sommes tous conscients qu'aucun de nos pays n'est capable de maîtriser une telle crise. Un jour, même l'Allemagne qui est en bon état maintenant – après avoir été le mauvais exemple économique voici dix ans – subira les effets de la crise si celle-ci continue. Je crois qu'il y a prise de conscience sur ce plan, ce qui me rassure...

Le premier dégât causé par la crise a été dû – c'est accuser une personne mais cela va au-delà de la personne – au président du Conseil européen. M. Van Rompuy a pensé pouvoir agir et il a constitué la fameuse *Task Force* qui a été un simulacre : il disait que c'était une instance informelle, mais quand vous réunissez les ministres des Finances, le banquier central et le membre de la Commission chargé des questions financières, ce n'est plus de l'informel ! M. Van Rompuy a entamé la compétence de la Commission, ce que plusieurs Etats voyaient d'un bon œil car ils ont eu la capacité de s'imposer. De manière absurde, nous sommes ensuite revenus à une méthode intergouvernementale pour gérer une crise qui, à l'évidence, méritait la méthode communautaire.

- Votre mentor, Denis de Rougemont, a écrit ceci en 1949 : « les pouvoirs que détiennent les ministres étant strictement nationaux, leur addition ou juxtaposition n'irait-elle point créer, sur le plan de l'Europe, un danger pire que l'absence de pouvoir, une sorte de frein automatique, un véritable anti-pouvoir, qu'il s'agirait alors de renverser pour établir l'union réelle ? » Au vu de ce qu'il se passe, n'avait-il pas une vision complètement prémonitoire et n'avait-il pas pleinement raison ?

D'abord, je ne le considère pas comme un mentor car j'étais un ami très proche de Denis de Rougemont. Nous nous sommes rencontrés après avoir eu des parcours convergents : moi, tout jeune, je venais de terminer ma thèse sur le fédéralisme international ; lui s'occupait du fédéralisme. Il était normal que nous nous rencontrions. J'avais la dimension plutôt science politique, économique-politique ; lui avait une vision extraordinairement culturelle. Il ne connaissait pas grand-chose en économie et en politique, mais il avait une intuition des problèmes qui était prodigieuse, ainsi que des visions dont j'ai héritées, raison pour laquelle je

poursuis son œuvre, à savoir le Centre européen de la culture, malgré la « petite politique quotidienne » dont nous souffrons à Genève comme ailleurs.

Revenons au problème essentiel que je discernais au début de la crise actuelle. Nous avons le Traité de Lisbonne qui élargit dans beaucoup de cas la méthode communautaire, hormis dans le domaine de la fiscalité qui continue à exiger l'unanimité, sans parler des budgets des Etats qui restaient de leur compétence exclusive. En agissant comme il l'a fait, M. Van Rompuy a réveillé, avec la complicité de Sarkozy et de Merkel, une volonté de domination – il faut bien utiliser ce terme – de « guides de l'Europe ». Lors de la Présidence française, Sarkozy avait été excellent, réussissant des choses incroyables avec la Russie ; avec Barroso, il s'était révélé un négociateur hors pair pour débloquer l'histoire de la Georgie. En revanche, il a oublié que le traité était communautaire et que la Commission avait un rôle à jouer...

- Après tout, dans le chef d'un président français qui voulait inscrire ses pas dans ceux du général de Gaulle, vouloir instrumentaliser la Commission et la construction européennes, notamment à travers l'établissement d'un directoire franco-allemand, n'a rien de vraiment surprenant, non ? Par contre, n'est-il pas plus curieux, à vos yeux, que la chancelière Merkel ait joué sur ce registre ? Existe-t-il une telle évolution de la pensée politique européenne en Allemagne ?

Je ne le pense pas : chaque fois qu'il y a un vote, une décision à prendre, le côté européen l'emporte quand même encore, en dépit de poussées, de tendances qui... Il ne faut pas oublier que la chancelière vient de l'Est et qu'elle a, selon moi, une certaine méconnaissance de l'Europe – elle a appris ce qu'était l'Union européenne – et une méconnaissance totale de l'économie, de la finance. Elle est physicienne et ce n'est pas son domaine, même si l'on me rétorquera que les physiciens ont fait fortune dans les banques et la finance grâce à leur savoir mathématique. Elle n'a pas eu la vision de ce qu'était la solidarité que nous avons essayé de bâtir depuis la première Communauté grâce aux gens qui étaient au pouvoir avant elle. Donc, on a rompu le rite communautaire qui, malgré la coupure constitutionnelle, avait été repris pour l'essentiel dans le Traité de Lisbonne et tout à coup, à cause de la crise, on a chaviré de l'autre côté.

Le pire, c'est le paradoxe qui est le nôtre : en principe, l'euro est l'avant-garde, une avancée extraordinaire ; mais il fonctionne pourtant encore de manière intergouvernementale, même s'il essaie de s'en dépêtrer...

- C'est vrai sur le plan économique, mais sur le plan monétaire, n'est-il pas la quintessence du fédéralisme à travers la Banque centrale européenne ?

Exactement ! J'ai longuement discuté avec Jean-Claude Trichet l'autre jour et il a de plus en plus une vision fédéraliste dans les différents domaines, lui qui souligne aussi la nécessité d'associer le Parlement européen en parlant du besoin d'une légitimité démocratique pour que la zone euro fonctionne. Mais la vision de Trichet reste économique et je pense qu'il faudrait aller au-delà de ce qu'il préconise car l'histoire enseigne qu'il n'y a pas eu d'union monétaire sans souveraineté politique.

Nous sommes devant ce dilemme et ce paradoxe, mais je pense que l'avenir sera quand même bâti sur la zone euro parce qu'elle est plus solide, plus homogène que l'Union européenne.

- *Nous n'en sommes pas là, mais bien dans une situation où un régime d'austérité sévère est imposé partout en Europe, et en particulier dans les pays de la zone euro qui souffrent de problèmes budgétaires graves. Or, à l'évidence, cette politique n'a pas apporté les résultats escomptés ; même le Fonds monétaire international le reconnaît désormais ouvertement. En tant que conseiller du président de la Commission, qu'en pensez-vous ? Après tout, cette institution est impliquée dans cette politique qui ne porte pas ses fruits... Mais peut-être nous direz-vous à son corps défendant ?*

Oui, peut-être à son corps défendant, en bonne partie même, mais pas totalement parce qu'elle y a été parfois obligée. Parfois, dans l'appartement de Barroso, j'ai entendu des conversations qu'il avait avec Merkel ou avec Sarkozy : il était pris entre les deux feux ! Pour lui, c'était une situation dramatique. Il a été assez courageux mais, à mon avis, peut-être pas suffisamment pour imposer quelque chose de la part de la Commission. Mais celle-ci était pas mal ébranlée par ce début de crise, de sorte qu'elle n'était pas en position de force. Et puis, pardonnez-moi, le traité de Lisbonne est un peu stupide : il prévoit tout comme si tout allait toujours bien, rien pour les situations de crise ! Rien si ce n'est que si un pays a un problème, il faut le laisser se débrouiller, tant pis s'il chute... C'est aberrant ! Dans une Union qui est solidaire, cela n'avait pas de sens de ne pas prévoir le minimum d'instruments pour activer la solidarité. C'est pour cela qu'il a fallu créer peu à peu, sous la pression des événements, des outils de sauvetage qui sont tous intergouvernementaux. Les optimistes me disent alors, à l'instar d'Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française: « *Un jour, comme pour Schengen, cela reviendra dans le giron communautaire...* » Non ! On n'a pas le temps ! La Convention de Schengen était accrochée à l'ensemble du Marché commun ; ici, nous sommes dans l'urgence !

J'ai toujours été et je reste opposé à un tel degré d'austérité, à l'austérité avec un marteau. La Grèce a failli mourir. Il y a 30% des personnes qui n'y ont pas d'emploi et même près de 60% chez les jeunes. Or, il a fallu cinq années pour prévoir quelque chose pour ces jeunes... C'est d'une lenteur intolérable. Nous sommes dans un système où nous avons la contradiction entre les finances, où l'on presse un bouton et l'on agit instantanément sur la planète entière, et la Commission et les gouvernements où cela marche lentement, très *suisamment*... En outre, le mécanisme mis en place est totalement absurde. Le chômage a augmenté et les dépenses des Etats en crise aussi, en dépit des efforts imputables à l'austérité. Pourquoi ? Parce qu'il fallait malgré tout donner une indemnité aux chômeurs. Les mécanismes disponibles étaient donc inadaptés. Ils témoignent d'un manque de vision qui me fait mal...

- *Ce qui renvoie au problème de gouvernance. Nous avons parlé tout à l'heure de Sarkozy. Certains vont jusqu'à dire qu'un plan de domination allemande est mis en œuvre avec ce que l'on pourrait appeler une insistance protestante pour combler le vide dans une Europe sans leadership politique suffisant. Dans un de ses derniers livres, le sociologue allemand Ulrich Beck parle d'ailleurs de « l'avènement de l'Europe allemande ». Observez-vous vous aussi cette évolution ou la niez-vous ? Et, en cas de réponse affirmative, jugez-vous important de lutter contre cette dérive ?*

A titre personnel, je n'y crois pas trop. Il subsiste quand même un certain équilibre. Au sein de la zone euro et dans l'Union tout entière, l'Allemagne occupe une position dominante pour le moment du fait de sa puissance économique, mais elle n'a pas tous les atouts ! Sur le plan politique, l'Allemagne est presque absente...

- *Mais où sont les atouts ? Quelqu'un sait-il aujourd'hui où se trouvent les atouts européens ?*

Je pense savoir où certains de ces atouts se trouvent. En tout cas, il existe un équilibre qui est très proche du fédéralisme. Donc, l'Allemagne n'est pas tout à fait libre d'agir. Pourtant, vous avez raison de penser en termes de domination. Prenons la proposition du Groupe Spinelli qui m'inspire deux grandes critiques. D'abord, son titre : « La loi fondamentale ». Pardon, mais m... ! Laissons à l'Allemagne ce qui est à l'Allemagne, mais dans tous nos pays, ce sont des Constitutions ! Que le Groupe Spinelli ait retenu « loi fondamentale » m'a choqué d'emblée. Ensuite, ce texte indique : d'après le Traité de Lisbonne... Non ! Chez Spinelli que je connaissais assez bien pour avoir notamment fait des séminaires ensemble, ce sont les visions qui comptaient. C'était vrai pour de Rougemont, Spinelli, tous ces gens... Jean Monnet aussi, même s'il était un...

- *Un visionnaire pratique...*

Un visionnaire pratique, effectivement. C'est lui qui a quand même inventé le mécanisme remarquable qu'est la gouvernance communautaire. Mais il s'est trompé dans la stratégie du développement de l'Europe ! Nous sommes arrivés au bout de la méthode fonctionnaliste. Il a pensé qu'on arriverait peu à peu à l'Europe politique qui, un beau jour, tomberait toute mûre. Eh bien, c'est faux ! Nous avons maintenant la preuve que cette voie était limitée et qu'il faut faire un pas de volonté, faute de quoi nous n'y arriverons jamais. Franchement, sans ce pas politique, je ne donne pas cher de l'euro à moyen terme ! Sans ce pas politique, je pense que les intérêts nationaux prévaudront de plus en plus, qu'on accentuera les différences et qu'on jouera de plus en plus sur celles-ci ; de la sorte, on risque peu à peu, sans nous en apercevoir, d'aller à la mort de l'euro – ce qui serait vraiment la fin, peut-être pas du Marché commun, mais de l'Europe en tant que telle...

- *Même si Berlin n'est pas le Deus ex machina de l'Union, serez-vous tout de même d'accord pour admettre que l'Allemagne impose la politique qu'elle privilégie à ses partenaires ? Or, cette politique nationale peut-elle valoir pour l'ensemble des membres d'un club alors qu'ils sont très différents ?*

Trichet m'a expliqué que son problème avait été de sauver les banques et le système financier pour éviter l'effondrement total, y compris au niveau mondial car l'Europe représente quand même 20% du marché mondial et que les Etats-Unis étaient à genoux à ce moment-là. Donc, il en a fait la priorité des priorités, et ce qu'il a fait était très bien, y compris les prêts que la Banque centrale européenne a accordés contre l'avis de l'Allemagne. Il a élargi la mission de la Banque et, même s'il ne le reconnaît pas clairement, il s'est battu contre l'Allemagne qui n'avait pas cette vision. La démission du président de la Bundesbank de son poste au sein de la Banque centrale européenne en a attesté.

Par contre, avec le sort qui a été réservé aux *eurobonds*, on a laissé passer l'opportunité de se doter ensemble d'une capacité de prêts, limités mais efficaces, pour investir dans les secteurs nouveaux dont on a besoin pour être compétitifs. De la sorte, on aurait créé de nouveaux emplois, mis en œuvre des outils de formation et créé un mouvement, une dynamique. Hélas, on a préféré donner des coups de marteau. Résultat ? Voici un an, je rencontre le représentant de Volkswagen en Grèce qui me dit : « *J'avais une centaine d'agences. J'ai dû réduire ce nombre. J'avais quelque 200 employés. Je n'en ai plus que vingt-cinq. Et ce n'est pas fini : plus personne n'achète de voiture...* » Et notamment de voitures allemandes. Il n'y a plus d'argent pour acheter, et les personnes qui en ont restent assez discrètes. Heureusement parce que dans le cas contraire, tout était possible en Grèce...

- *A cet égard, vous avez écrit récemment ⁽¹⁾ que l'austérité imposée sans mesure ni retenue faisait planer une épée de Damoclès sur la démocratie en Grèce, mais aussi dans l'Europe toute entière et même plus loin dans un monde à l'économie globalisée. Vous craignez une révolte des peuples aujourd'hui ?*

Nous n'en sommes pas très loin. En Grèce, il y a un tel ressentiment qu'un mouvement tel que Syriza a pu naître et se retrouver à égalité avec le parti majoritaire. Et ce parti s'adapte : il est passé d'une opposition radicale à l'admission que la petite Grèce ne pouvait pas s'opposer à tout, créer quelque chose à part et être alors expulsé de l'euro en créant une contagion dont Trichet et Draghi étaient d'emblée conscients. Nous sommes tellement interdépendants qu'un jeu de dominos aurait ainsi été déclenché. Soyez conscient qu'au moment du déclenchement de la crise, l'Allemagne vendait à la Grèce ses sous-marins, des armements comme les chars, ses voitures... Elle a donc perdu un marché. Un petit marché ? Oui, mais ce phénomène se produit peu à peu dans d'autres pays. Or, si la voiture allemande continue pour l'instant à très bien se vendre à l'extérieur de l'Union, il n'en demeure pas moins que celle-ci reste le marché le plus sûr, tandis qu'il suffit aux Chinois de promulguer une loi annonçant qu'ils fabriqueront leurs propres voitures, par exemple sous le prétexte de réduire les cylindrées afin de mieux lutter contre la pollution, pour fermer le robinet... C'est une mésaventure qu'ont connue, par exemple, les horlogers suisses. Alors que nous maîtrisons le marché européen, nous n'avons aucun poids effectif en Chine. En dépit des efforts qui ont été accomplis à l'Organisation mondiale du commerce et, auparavant, au Gatt pour lutter contre les obstacles indirects aux échanges, l'administration peut toujours inventer et imposer des règles qui vous bloquent à la frontière. Le seul marché sûr pour nous est celui de l'Union européenne. Donc, il faut aussi se préoccuper de sa santé ! Ce message, je ne l'adresse pas qu'aux Allemands...

Ce qui me frappe, ce sont les conséquences des comportements actuels. Nous en sommes revenus aux réflexes nationalistes. En Grèce, Syriza regroupe des gens assez intelligents pour comprendre les choses et évoluer, mais Aube dorée, c'est effrayant ! J'ai vu, de mes yeux vu en octobre dernier des membres d'Aube dorée manifester devant le tribunal où passaient leurs chefs emprisonnés aux cris de « Liberté ! Liberté ! » On en est là. Mais voilà, il faut savoir que la faim n'épargne pas les quartiers pauvres. Au ministre grec de la Défense qui est un ami, j'ai suggéré de placer les recrues dans une œuvre humanitaire agissant dans ces quartiers afin d'aider les gens plutôt que de leur apprendre presque rien. Parce que les extrémistes, les néo-nazis, c'est évidemment là qu'ils agissent : ils allaient chercher les vieilles dames ou les vieux messieurs qui allaient à la banque, les accompagnaient, les rassuraient, un peu comme les Frères musulmans ont agi pendant des années en Egypte pour montrer leur volonté d'aider le peuple.

- *Vous avez une réflexion sur le peuple qui gronde et qui peut se tromper dans ses choix, mais avez-vous le sentiment qu'au niveau du président de la Commission européenne et du Collège des commissaires, au niveau du Conseil européen, il y a eu une réflexion sur ces dangers-là ?*

Au Conseil européen, je ne sais pas, mais je pense que des gens dans les gouvernements ont pris conscience de cette situation. Les Allemands ne devaient pas y être insensibles, étant donné leur histoire : Hitler et Mussolini un peu avant lui sont sortis des grandes crises, celle de l'immédiat après-guerre et celle de 1929. C'est dans de tels moments qu'apparaît le besoin d'un guide, et c'est ce que je voyais se développer en Grèce, ce pays qui a précisément résisté

¹ « Austerity, a Sword of Damocles Hanging over European Democracy », dans « *The Federalist Debate*, Year XXVI, n° 2, July 2013, pp. 16-20

de manière extraordinaire aux nazis... Et tout d'un coup, vous voyez le succès d'Aube dorée, de ces fanatiques ! C'est là que j'ai vu qu'en ne stoppant pas rapidement cette crise, surtout pour ce qui est de l'emploi et des mécanismes de vie en société, qu'en ne réveillant pas la solidarité, on courrait au drame. Et qu'il était également fondamental de montrer la solidarité européenne ! Pourquoi l'Allemagne a-t-elle été attaquée ? Pourquoi l'Europe l'a-t-elle été ? Parce que dans tout ce qui était prévu par les traités, le social était marginal. Ce n'est que tout récemment que la Commission a produit un papier sur la dimension sociale de la zone euro...

- N'est-il pas trop tard ?

Ce qui a beaucoup retenu mon attention, ce sont les déclarations dans lesquelles, à l'époque, à la fois Merkel et Sarkozy expliquaient en substance : si on construit une union politique, nous envisagerons les *eurobonds*, les *euroobligations*, avec mutualisation partielle, etc. Donc, ils mettaient une condition. Merkel l'a dit à plusieurs reprises : l'union politique nous amènerait à créer plus de solidarité...

- Mais les Français ne veulent pas plus de solidarité politique, davantage de partage des souverainetés...

Je suis persuadé que la France a une grande carte à jouer. Mon analyse est très simple. Sur le plan économique, l'Allemagne va bien, la France est un peu faible. Mais sur le plan politique, quelle voix entend-t-on au niveau mondial ? Ce n'est pas l'Allemagne, mais la France. Qui est intervenu ? Qui a une armée ? Qui dispose encore du nucléaire, même s'il s'agit d'une bombette ? La France a donc des atouts qu'elle n'exploite pas. C'est pourquoi j'ai écrit que la France devrait proposer à l'Allemagne que ces atouts soient pris en charge ensemble. Elle est au Conseil de sécurité alors que l'Allemagne cherche une porte... En acceptant de partager son siège au Conseil de sécurité, la France rééquilibrerait la relation avec l'Allemagne en insistant sur le politique et la souveraineté. Or, elle ne joue pas suffisamment cette carte.

- Vous avez le sentiment que les esprits sont mûrs, du côté de l'Elysée et des partis politiques français ? En France, on honore encore la mémoire du général de Gaulle, mais Schuman et Monnet sont depuis longtemps jetés aux oubliettes...

Oui, mais... parce qu'ils sont beaucoup trop présents, comme références ! De Gaulle, c'est la paix, le mouvement qu'il a donné à la France. Je n'étais pas contre sa proposition d'union politique, mais le plan Fouchet avait des défauts. Or, nous en sommes aujourd'hui au plan Fouchet parce qu'il y a la césure entre l'économique et la coopération politique. C'est le plan Fouchet ! La Commission n'a rien à voir dans le champ politique, elle est à peine consultée ; elle essaie maintenant, par le biais de l'industrie de la défense, d'y avoir son mot à dire. D'où cette question : pourquoi avoir manqué l'occasion de parvenir à l'union politique ? On l'avait manquée à l'époque parce que Spaak et Luns voulaient le supranational...

- Des Européens orthodoxes...

Oui, nous étions trop orthodoxes à ce moment-là. J'avais une petite correspondance avec de Gaulle et je suis très, très étonné aujourd'hui que Hollande, que l'on attaque sur tous les plans, réponde aussi très souvent quand je lui écris. Je lui ai adressé un message très fort à propos de la dissolution du régiment français de la brigade franco-allemande. Ce n'est pas le moment ! Le raisonnement que je lui tiens est que pour faire des petites économies, vous allez créer des grands coûts que vous payerez très cher.

Mais revenons à la zone euro. Pourquoi la zone euro ? Parce qu'elle est sous pression, bien plus que ne l'est l'Union européenne elle-même. Celle-ci connaît d'autres pressions, comme l'Angleterre qui fait des siennes, les pays du nord qui prennent un peu de distance, etc. Il y a donc là aussi diminution de la solidarité. Mais la zone euro avec ses dix-huit membres doit, elle, impérativement se construire maintenant si elle veut se préserver. Et si on ne franchit pas ce pas sans tarder, je pense que nous glisserons vers la mort de l'euro. Il faut donc renverser la perspective. La perspective n'est pas de continuer sur la stratégie Monnet car aujourd'hui, l'irréversibilité est mise à l'épreuve. On a toujours pensé que l'Europe était irréversible. On se rend compte désormais que l'Europe est beaucoup plus fragile qu'on ne le pensait.

- *Le « grand soir », pour la zone euro, ce sera quand alors ?*

Ce serait au couple franco-allemand, soutenu par l'Italien Letta, d'en décider. Aujourd'hui, vous avez deux menaces – or, le fédéralisme se crée surtout lorsqu'il y a des menaces ; c'est dans ces conditions que la Suisse, l'Amérique et d'autres ont construit leur fédéralisme. La première de ces menaces est la menace intérieure. Elle est claire : c'est la crise qui impose que nous agissions. Comment ? Il faut une vision politique plus globale, il faut aller au-delà de l'économie et de la finance en n'oubliant plus le social, faute de quoi nous serons obligés de nous en occuper dans des conditions pires. Pour l'instant, le couple franco-allemand a une autre vision, et on peut le critiquer parce qu'elle est à court terme. Mais dans l'ensemble, des gens se rendent quand même compte que si nous continuons ainsi, nous allons perdre de plus en plus notre poids au niveau international. Nous savons que les Chinois, les Indiens, les Brésiliens et d'autres sont de plus en plus puissants et compétitifs. Pourquoi le sont-ils ? Parce qu'ils n'ont pas les mêmes conditions que nous pour les travailleurs. Ce sont des pays où l'on ne respecte pas les travailleurs et les syndicats. En Chine, on fait venir des milliers de paysans pour bâtir les infrastructures des Jeux olympiques et on les *shoote* ensuite dans leur région où ils retrouvent la pauvreté. Impensable chez nous.

Mais nous devons, pour notre part, agir très fortement, de manière très unie, pour développer nos atouts. Il y a notre éducation moyenne extraordinaire. En ce domaine, l'Europe dépasse les Etats-Unis qui n'ont qu'une élite exceptionnelle, laquelle est souvent faite de nouveaux venus, Européens, Chinois, Japonais, qui font des doctorats et des recherches, alors que les Américains virent très souvent maintenant vers la finance, vers le travail après le master. Le deuxième problème des Etats-Unis dans le domaine de l'éducation, c'est que l'instruction au niveau maturité, ce qu'on appelait autrefois baccalauréat ou fin des études secondaires, est en règle générale très mauvaise. Sur le plan éducation, nous avons donc un avantage formidable. Mais l'Europe n'a rien fait – et je suis très fâché sur elle à ce propos ! – pour l'éducation de base. Rien.

Avec *La main à la pâte*, Georges Charpak proposait d'introduire dans l'éducation de base une méthode qui introduisait la science par l'expérimentation chez les plus jeunes, dès cinq ans. Il verse l'eau et demande, explique pourquoi l'eau coule, comment elle peut se répartir... Il s'en dégage un dialogue exceptionnel ! Au départ, le président Barroso a soutenu la propagation de cette méthode, puis la « machine Commission » a broyé ce projet qui avait pourtant réuni les Académies des sciences de presque tous les pays membres de l'Union. Quelques exemples de défauts ont été trouvés et le projet a été abandonné... Or, nous devons introduire les jeunes générations à la science, mais dans notre culture. Nous avons la chance d'avoir une culture dont la science fait partie. La Chine, elle, a pris nos instruments et les a insérés dans une autre culture. Même les Américains ou d'autres pays, en Afrique par exemple, ont pris nos outils,

les ont très vite transposés technologiquement, mais sans l'ensemble culturel – notamment le respect culturel des autres – que nous avons développé, en dépit de problèmes nés chez nous tels que l'antisémitisme. En dépit de ce que subit, par exemple, la ministre française Taubira, nous avons la chance extraordinaire d'avoir le fondement culturel des valeurs qui est à la base de notre Union...

Toujours sur le plan de l'éducation, *La main à la pâte* introduit, ce qui est aussi important si pas plus encore, un dialogue entre les enfants et le maître. C'est exceptionnel ! J'ai assisté à ce type d'expériences. Si vous êtes noir, mais êtes plus intelligent et expliquez mieux, tous les autres vous admirent et respectent ce que chacun fait. C'est une intégration extraordinaire !

On en arrive ainsi à un concept sur lequel Denis de Rougemont a beaucoup insisté, à savoir l'éducation civique européenne. Les jeunes ne connaissent rien de l'Europe. Sauf exceptions, on a encore une histoire nationale qui nous divise, où chacun place ses pions et son drapeau en avant. Or, si vous ne donnez pas un sens de l'histoire un peu plus large, vous ne formez plus les générations d'Européens à venir. Il faut comprendre qu'on peut être Genevois, Suisse romand et pleinement Européen. C'est une condition *sine qua non* pour l'avenir de l'Europe : il faut intégrer l'esprit fédéraliste qu'on peut être tout en même temps, avoir une loyauté à l'égard de ces différents étages et ne pas les mettre en opposition. Mais voilà, la souveraineté nationale est une mauvaise histoire, et j'en veux à mon ami Jacques Delors : sa « fédération d'Etats-nations », c'est un concept absurde ! La Belgique est-elle un Etat-nation ? L'Espagne en est-elle un aujourd'hui ?

- *Précisément, Denis de Rougemont a été le chantre de l'Europe des régions. Il a écrit ceci : « Faire l'Europe suppose de défaire l'Etat-nation au profit des régions d'une part, de leur fédération d'autre part ». Mais il avait pris soin de préciser dans la foulée que les régions ne devaient en aucun cas devenir de plus petits Etats-nations....*

Des mini Etats-nations, en effet...

- *A la lumière de l'évolution de la Catalogne, de l'Ecosse et de la Flandre, peut-on déduire qu'il n'a pas du tout été tenu compte de cette mise en garde de Rougemont ?*

Notamment lors de voyages en Catalogne, j'ai été très impressionné de voir ce mouvement nationaliste très fort. L'exemple que mes interlocuteurs catalans m'ont cité, c'est le Kosovo, vu comme un précédent : à partir du moment où l'indépendance a été donnée au Kosovo, m'ont-ils dit, pourquoi ne la donnerait-on pas à la Catalogne qui est un vieux pays reconnu et représente un pourcentage substantiel de l'économie d'Espagne, qui a développé une culture catalane qui lui est propre...

- *Ce qui vaut aussi pour l'Ecosse. Mais le cas de la Flandre ne s'apparente-t-il pas davantage à celui de la Padanie, avec la revendication de n'avoir pas à payer pour de plus pauvres ?*

La destruction de la Yougoslavie a commencé sur cette base, la Slovénie disant : pourquoi payons-nous davantage pour le Kosovo, pour la Serbie, pour la Macédoine ? Et y on y ajoute souvent l'argument culturel, linguistique, etc. Mais ressortir aujourd'hui le concept d'Etat-nation de sa manche n'a pas de sens...

C'est pourquoi nous sommes en train d'élaborer un projet de Fédération des régions. Ce qui permettrait à celles-ci de s'affirmer beaucoup plus efficacement. Et en ouvrant ces régions à l'Europe, on peut aussi stabiliser les Etats, ne pas les pousser à sauter les uns après les autres.

- Mais comment tenir ensemble à la fois ces Etats et les nations en dessous, les régions ?

Il faut donner à celles-ci un accès à l'Europe. Nous avons le Comité des régions, mais savez-vous que les Allemands avaient au départ proposé un Sénat des régions ? Ce fut évidemment refusé, les compromis étant toujours d'un niveau plus bas que les grandes idées. Pourquoi cette proposition allemande ? Parce que les Länder, très présents à Bruxelles, avaient compris. Les régions espagnoles, l'Ecosse aussi sont très présentes. Alors, pourquoi ne pas leur donner beaucoup plus de pouvoirs ? Nous avons le Parlement pour représenter les citoyens. Il y aurait un Sénat des Etats en transformant le Conseil des ministres et on pourrait créer une Chambre des régions. Celle-ci ne serait pas sur un pied d'égalité avec le Sénat des Etats, mais aurait une participation légalement plus forte que le Comité des régions pour ce qui est des compétences régionales. Je suggère de transformer le Comité des régions en Chambre des régions et voir si, dans certains pays où les régions sont presque inexistantes...

- La France par exemple...

Oui, si dans un pays comme la France, on peut pousser le fait régional.

- Cela ne risque-t-il pas d'être pris comme une ingérence, notamment à Paris ?

C'est une ingérence, mais Paris a quand même besoin des fonds régionaux. Et les régions françaises viennent elles aussi à Bruxelles négocier avec la Direction générale de la politique régionale... Il faut introduire un mouvement de solidarité et, en même temps, donner à chacun à son niveau la possibilité d'une meilleure expression. C'est tout.

- Vous êtes le conseiller personnel du président Barroso depuis sa nomination, voici près de dix ans. Cette fonction a-t-elle été, pour l'intellectuel que vous êtes, votre manière de « penser avec les mains », c'est-à-dire de mettre les mains dans le cambouis, ce qui était une autre recommandation de Rougemont ? Et quelle est la leçon que vous tirez de cette expérience ? Pour l'intellectuel, l'homme qui a des visions, être confronté à la réalpolitique à l'ombre d'un président de la Commission peut être frustrant, non ?

Je ne me sens pas à l'ombre de Barroso parce que j'ai été son professeur. Et je l'ai eu comme assistant pendant quatre ans, quand j'étais le directeur du Département Science politique. Il était dans mon bureau, assis devant la fenêtre, et nous menions chacun nos recherches. Donc, il y a aussi une amitié très forte, et je ne l'ai jamais lâché.

Propos recueillis par Michel Theys
le 13 novembre 2013
(Avec le soutien de Thanassis Kalfas)